

En Martinique, entre 1998 et 2013, les prix ont évolué en moyenne au même rythme que ceux de la métropole

En Martinique, les prix à la consommation sont en moyenne supérieurs de 9,7 % à ceux de France métropolitaine. Les prix des produits alimentaires y sont beaucoup plus élevés, ce qui accentue le sentiment de vie chère. Entre 1998 et 2013, les prix ont évolué en moyenne au même rythme que ceux de la métropole. En Martinique, l'écart entre l'inflation subie par les ménages modestes et aisés reste faible. Mais des disparités entre les fonctions de consommation existent. En effet, la hausse des prix alimentaires affecte davantage les ménages modestes tandis que les ménages aisés sont plus concernés par le renchérissement des prix des transports.

Les prix en Martinique sont dans l'ensemble plus élevés qu'en métropole de près de 10 %

Le panier de consommation issu des habitudes des Martiniquais diffère de celui des habitants de métropole. Les Martiniquais consomment plus de produits tropicaux, de poissons et crustacés et dépensent moins en cinéma, théâtre et restaurant. Si un ménage métropolitain décidait d'aller faire ses achats habituels en Martinique, il paierait une somme plus élevée de 16,9 %. Un ménage venant de Martinique qui résiderait en métropole en gardant ses habitudes de consommations diminuerait ses dépenses de 2,9 %. Les écarts de prix entre les territoires sont donc plus forts du point de vue d'un ménage métropolitain que d'un ménage martiniquais. Lorsqu'on fait la moyenne de ces deux écarts on constate que le niveau général des prix est plus élevé de 9,7 % en Martinique qu'en métropole.

Les prix de l'alimentation pèsent sur le sentiment de vie chère

Les produits alimentaires sont beaucoup plus chers en Martinique. Le poste alimentation est celui où l'écart de prix avec la métropole est le plus élevé. Comme l'alimentation représente une part importante du budget des ménages, les prix des produits alimentaires contribuent

largement au sentiment de vie chère, en raison du caractère quotidien de ces achats. La moindre hausse de prix de ces produits est visible et particulièrement ressentie. En Martinique, le panier de consommation alimentaire métropolitain est 45 % plus cher. Le budget alimentaire d'un ménage martiniquais s'il résidait en métropole tout en conservant ses habitudes de consommation diminuerait de 14 %. Les dépenses pour le logement et le transport représentent aussi une part importante du budget des ménages. Les écarts de prix entre la métropole et la Martinique sont plus contrastés que pour l'alimentation. En prenant comme référence la structure de consommation des ménages martiniquais, le logement (loyers, charges, eau, électricité) coûte 3,6 % moins cher en métropole qu'en Martinique. Pour le transport, les prix de métropole sont supérieurs de 10 % à ceux de Martinique.

L'écart de prix moyen, hors loyers, entre la Martinique et la métropole est quasiment identique en 1985 (16,2 %) et 2010 (17,6 %). Entre mars 2010 et octobre 2013, le niveau général des prix a progressé légèrement plus en Martinique qu'en France métropolitaine. Malgré tout, des disparités entre les postes de consommation existent. Les prix du poste communication ont davantage diminué en métropole qu'en Martinique et, dans une moindre mesure, ceux des boissons alcoolisées et du tabac ont progressé plus rapidement en métropole.

L'écart avec la métropole est plus faible en Guyane

Les écarts de prix entre les DOM et la métropole en mars 2010 (en %)

	Écarts DOM/métropole (panier de consommation métropolitain)	Écarts métropole/DOM (panier de consommation local)	Écarts de Fisher DOM/métropole
Guadeloupe	14,8	-2,2	8,3
Guyane	19,6	-6,4	13,0
Martinique	16,9	-2,9	9,7

Lecture : en prenant comme référence le panier de consommation des ménages de métropole, les prix en Guadeloupe sont en moyenne supérieurs de 14,8 % à ceux de métropole. En prenant comme référence le panier guadeloupéen, les prix en métropole sont inférieurs de 2,2 % à ceux de Guadeloupe.

Champ : consommation des ménages hors fioul, gaz de ville et transports ferroviaires.

Source : enquête de comparaison spatiale de prix, Insee.



Entre 1998 et 2013, l'inflation martiniquaise est proche de celle de la métropole

Au cours de la période 1998-2013, l'augmentation annuelle moyenne des prix en Martinique est voisine de celle de la métropole (respectivement 1,8 % et 1,7 %). D'une part, ils bénéficient d'un environnement institutionnel commun : inclusion au sein de la zone euro, environnement réglementaire et fiscal proche, même s'il peut y avoir des différences. D'autre part, la consommation des ménages martiniquais est largement constituée d'importations en provenance de métropole.

La maîtrise de l'inflation est un élément important de cohésion sociale. La stabilité des prix participe à un environnement favorable au développement de l'activité économique. Parmi les principaux postes, c'est l'énergie qui contribue le plus à la hausse du niveau général des prix.

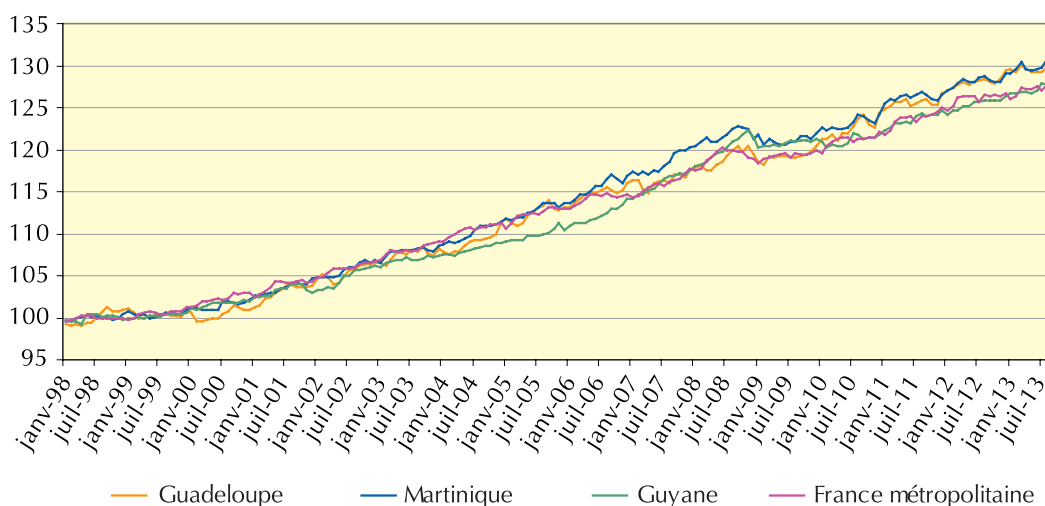
richesses, les coûts de production sont moins élevés. C'est pourquoi le prix des produits manufacturés baisse plus vite ou augmente moins vite que celui des autres biens et services. De plus, la place croissante des pays émergents d'Asie dans le commerce mondial, en augmentant la concurrence et en introduisant des produits fabriqués à faible coût permet de réduire le prix des biens importés.

L'inflation des produits pétroliers affecte les transports

Entre 1998 et 2013, parmi les trois principaux postes de consommation des ménages (alimentation, transport et logement), les transports ont été les plus affectés par l'inflation. Les prix y ont progressé davantage en Martinique (+ 49 %) qu'en métropole (+ 43 %). La hausse du coût de l'ensemble des transports est essentiellement liée à l'augmentation du prix des produits pétroliers.

Inflation plus modérée en 2009

Indice mensuel des prix à la consommation d'ensemble (ensemble des ménages, métropole et DFA, base 1998)



Source : Insee.

Les prix de l'énergie ont fortement augmenté

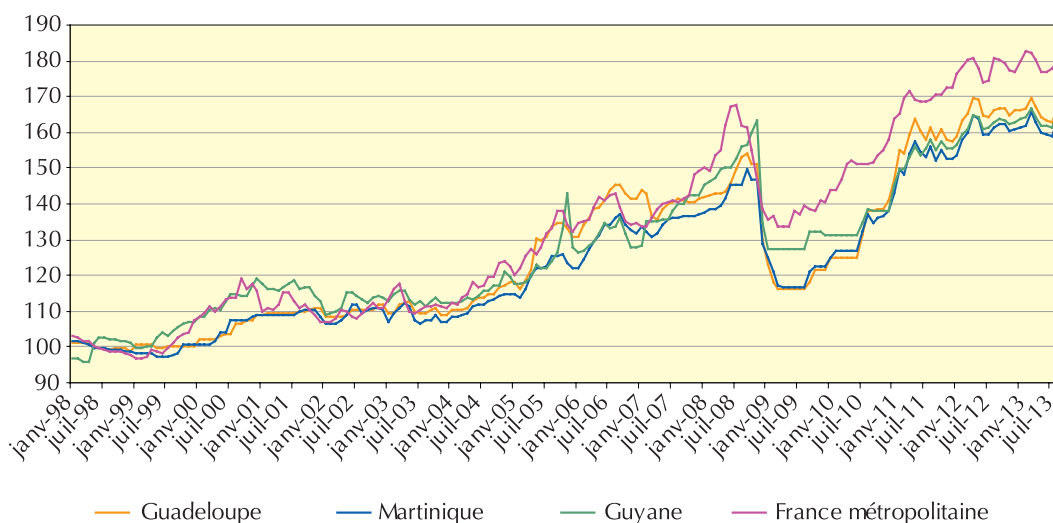
En quinze ans, les prix en Martinique ont progressé de 29 %, soit un peu plus qu'en métropole (26 %). Parmi les grands postes de consommation des ménages, l'énergie (carburant, gaz et électricité) subit la plus forte hausse. Elle résulte de l'augmentation du prix des produits pétroliers. En quinze ans, les prix de l'énergie ont augmenté de 62 % en Martinique soit une hausse inférieure à celle observée en France métropolitaine (+ 80 %). Durant cette période, les prix des produits alimentaires ont également beaucoup augmenté. La hausse en Martinique est de 40 %, celle de métropole de 32 %. Les prix des produits manufacturés ont peu progressé en Martinique (+ 5 %) alors qu'ils ont stagné en métropole. Les progrès technologiques dans l'industrie permettent d'augmenter la productivité. En effet, chaque être humain étant capable de produire beaucoup plus de

L'inflation cumulée pour les produits pétroliers entre 1998 et 2013 est proche de 80 % en Martinique, ce qui se répercute sur les coûts d'utilisation des véhicules personnels (essence, entretien, garagiste). Ces coûts ont progressé de près de 70 %, soit 6 points de plus qu'en France métropolitaine. En quinze ans, les services de transports (billets d'avion, d'autocar...) ont également beaucoup augmenté (+ 50 % en Martinique contre + 25 % en métropole). La hausse des prix des automobiles est identique en Martinique et en métropole (+ 13 %).

(1) Chaque mois, l'Insee calcul un indice des prix à la consommation (IPC). Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation du niveau général des prix des biens et des services consommés par les ménages sur le territoire français. Le calcul en moyenne consiste à comparer la moyenne des 12 indices mensuels de l'année à la moyenne des 12 indices de l'année précédente.

Le prix de l'énergie suit celui du pétrole

Indice des prix à la consommation de l'énergie (mensuel, ensemble des ménages, base 1998) et prix du Brent²



Source : Insee.

Les « huiles et graisses » et les légumes sont les produits alimentaires les plus inflationnistes

En Martinique, l'alimentation est l'un des premiers postes de dépenses des ménages. Il représente environ un cinquième du budget des ménages. Entre 1998 et 2013, les prix des produits alimentaires ont évolué un peu plus en Martinique qu'en métropole. Les produits alimentaires les plus inflationnistes sont dans l'ordre ; les huiles et graisses, les légumes, le pain, les céréales, le poisson et les crustacés.

Les fruits, la viande, les produits laitiers et les œufs sont les produits alimentaires les moins inflationnistes. Entre 1998 et 2013, le prix des fruits (6 % du budget alimentation) même s'il est très volatil, a évolué modérément (+ 1,7 % en moyenne annuelle, 2,2 % en métropole). Les prix des produits alimentaires augmentent en moyenne de 2,3 % par an depuis 1998 en Martinique, soit un peu plus qu'en métropole (2 %). Au cours des quinze dernières années, le prix des produits frais ont évolué de manière irrégulière en fonction des conditions climatiques. Ainsi, durant la période cyclonique qui s'étend de juin à novembre, ils ont tendance à augmenter davantage car l'offre se raréfie.

Les prix des vêtements et des chaussures diminuent

Les dépenses d'habillement représentent près de 8 % du budget des Martiniquais. Entre 1998 et 2013, les prix des vêtements et des chaussures diminuent modérément en Martinique et progressent peu en métropole. C'est le résultat de la part croissante des pays émergents (Asie, Maghreb...) aux coûts de production très compétitifs parmi les fournisseurs de l'habillement. En Martinique, près de 70 % des articles d'habillement viennent de métropole. Comme la part des importations françaises de textiles et d'habillement en provenance de Chine est passée de 10 % en 2000 à plus de 30 % en 2012, les prix ont été orientés à la baisse. En Martinique, entre 1998 et 2013, la diminu-

tion des prix est de 0,2 % en moyenne annuelle pour les vêtements et de 0,9 % pour les chaussures (respectivement 0,3 % et 1 % pour la métropole).

Forte hausse du prix de l'eau

Les dépenses d'eau représentent près de 20 % du budget pour le logement des Martiniquais. Entre 1998 et 2013, le prix de l'eau a plus que doublé. Le réseau d'eau martiniquais est peu performant. Son rendement est de l'ordre de 68 %, ce qui signifie que près du tiers de l'eau captée dans les cours d'eau se perd dans la nature. 17 % du budget habitat des Martiniquais est consacré aux dépenses en « électricité, gaz et autres combustibles ». Leur prix a progressé de 2 % en moyenne annuelle entre 1998 et 2013. C'est moins qu'en métropole (3,7 %). La moitié des dépenses d'habitat est destinée aux loyers. Leur prix a augmenté d'environ 1,5 % par an en moyenne, alors que la hausse est de 2,1 % en France métropolitaine.

Le prix des produits de santé baisse, celui des services de santé augmente

Les dépenses de santé représentent environ 4 % du budget des ménages martiniquais. Entre 1998 et 2010, les prix des produits de santé (dont les médicaments) ont diminué en Martinique tout comme en métropole. Pendant cette période, la baisse moyenne annuelle est d'environ 0,7 % en Martinique et de 1 % en métropole. En 2011, les prix des produits de santé progressent légèrement en Martinique alors qu'ils baissent en métropole. En 2012, les prix diminuent, mais la baisse est moins marquée en Martinique qu'en métropole. Au cours des quinze dernières années, le prix des services de santé a moins progressé en Martinique (+ 18 %) qu'en métropole (+ 22 %). Mais depuis 2008, l'évolution en Martinique est très proche de celle de la métropole.

(2) Le Brent est un pétrole issu d'un mélange de la production de 19 champs de pétrole situés en mer du Nord. Il est coté à Londres. Malgré une production limitée, la cotation du Brent (avec le West Texas Intermediate - WTI) sert de prix de référence au niveau mondial.

(3) Ce groupe comprend les Inactifs divers (autres que retraités). Ce sont les militaires du contingent, les étudiants et élèves de 15 ans et plus, les personnes sans activité professionnelle de moins de 60 ans (sauf retraités) et les personnes sans activité professionnelle de 60 ans et plus (sauf retraités).

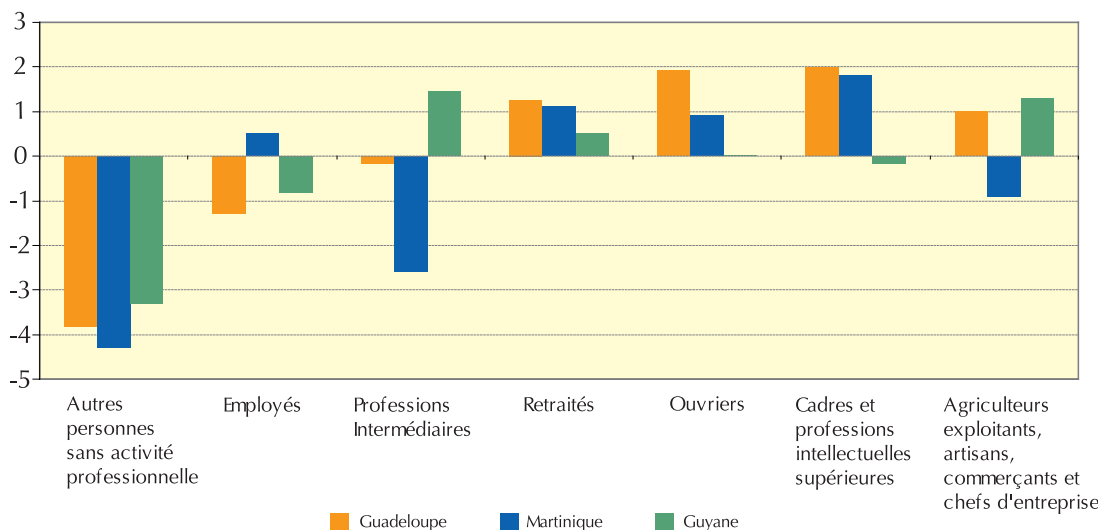
Des ménages modestes et aisés aussi sensibles à la hausse des prix

Les habitudes de consommation diffèrent selon les groupes sociaux et des différences de rythme moyen d'inflation peuvent être observées entre eux. Pour les 24 % de Martiniquais dont la personne de référence est sans activité professionnelle³, l'inflation a été moins forte. Ces ménages dépensent moins dans les postes de consommation où l'inflation est élevée comme les transports. L'inflation est également plus mesurée pour ceux exerçant une profession intermédiaire⁴. En revanche, les prix ont augmenté plus vite pour les ménages dont la personne de référence est cadre ou exerce une profession intellectuelle supérieure.

En Martinique, les 20 % de ménages les plus modestes ont connu en quinze ans une hausse des prix supérieure de 1 point à celle des 20 % de ménages les plus aisés. Les ménages martiniquais les plus modestes, proportionnellement à leur budget total de consommation, dépensent plus que les ménages aisés pour le logement (loyers, charges, eau, énergie) et les produits alimentaires, mais moins pour le transport ; ils ont ainsi subi pendant cette période une inflation presque similaire à celle des ménages les plus riches.

Une inflation moins forte pour les personnes sans activité professionnelle

Écart à la moyenne des indices des prix (moyenne en 2012, base 100 en 1998)



Lecture : La moyenne annuelle en 2012 de l'indice des prix pour les ménages guadeloupéens dont la personne de référence fait partie des autres personnes sans activité professionnelle s'élevé à 124,2 soit un écart de -3,8 points par rapport à l'indice d'ensemble, qui s'établit à 128.

Source : Insee, enquête Budget de Famille et indice des prix.

Emmanuel Thioux

Bibliographie

- Emmanuel Thioux, « Les prix à la consommation aux Antilles-Guyane », AntianEchos n°43, juin 2014, dont est extrait cette synthèse régionale.
- Emmanuel Thioux, L'indice mensuel des prix à la consommation : « Guadeloupe », « Martinique », « Guyane »
- Jean-Pierre Berthier, Jean-Louis Lhéritier et Gérald Petit, « Comparaison des prix entre les DOM et la métropole en 2010 », Insee Première n° 1304 - juillet 2010.
- F. Guglielmetti et A. Saglio, « Comparaison des prix entre les DOM et la métropole », Insee Première n°251 - mars 1993.

Pour tout renseignement statistique



www.insee.fr/guadeloupe
www.insee.fr/guyane
www.insee.fr/martinique

Insee-contact@insee.fr
 0 825 889 452 (0,15 /mn)

Directeur de la publication : Didier BLAIZEAU
 Rédactrice en chef : Sophie CÉLESTE
 Fabrication : MARGARITA

© "Insee - OPR de Guadeloupe" - 2014
 © "Insee - OPR de Guyane" - 2014
 © "Insee - OPR de Martinique" - 2014

(4) L'appellation « professions intermédiaires » désigne un groupe de travailleurs dont les deux tiers occupent effectivement une position intermédiaire entre les cadres et les agents d'exécution, ouvriers ou employés. Les autres sont intermédiaires dans un sens plus figuré. Ils travaillent dans l'enseignement, la santé et le travail social; parmi eux, les instituteurs, les infirmières, les assistantes sociales. Plus de la moitié des membres du groupe ont désormais au moins le baccalauréat. Leur féminisation, assez variable, reste en particulier très limitée dans les professions techniques.